

Quésaco, la souveraineté numérique ?

«Souveraineté numérique» : voilà un terme de plus en plus présent, voire omniprésent, dans le débat public. Mais connaissez-vous vraiment sa définition ? Saviez-vous que les autorités américaines peuvent accéder à vos données en vertu du Cloud Act et du FISA ? Saviez-vous que chaque solution étrangère a son alternative française ?

Imaginez un bâtiment à trois étages

Premier étage : Où sont situées mes données ? Deuxième étage : Qui les opère ? Troisième étage : Qui les maintient ? Ça, c'est la chaîne de la souveraineté numérique. Mais pour vraiment parler de souveraineté numérique, il faut que ces trois niveaux soient français. Car si l'un d'entre eux ne l'est pas, c'est l'ensemble du bâtiment qui vacille. Prenons l'exemple d'une mairie : cette dernière héberge ses données en France, elles sont opérées par un acteur français, mais maintenues par un acteur américain. Devinez quoi ? La chaîne de la souveraineté numérique est brisée. Pourquoi ? Car si vos données sont opérées ou maintenues par un acteur étranger – qu'il soit américain, chinois ou indien –, lesdites données sont soumises aux lois de ce pays. Eh oui, même si, par exemple, Microsoft ou Google affirment héberger leurs données en France, ils restent des sociétés américaines et, de fait, soumises aux lois de leur pays, comme le Cloud Act ou le FISA (Foreign Intelligence Surveillance Act). Alors, quand on entend parler de « Bleu » et « S3ns » comme de clouds de confiance, ne vous y trompez pas : on est en plein dans le souveraineté washing, puisque les technologies de base reposent sur... Google et Microsoft ! Ces mêmes géants qui, avec Amazon (et oui, ils ne font pas que livrer des colis), détiennent une grande majorité du cloud en France et en Europe.

Les États-Unis peuvent accéder à vos données, sans votre accord et sans vous informer

Revenons au Cloud Act et au FISA (Foreign Intelligence Surveillance Act). Vous ne connaissez pas ces lois ? Elles permettent aux autorités américaines d'accéder à vos données sans votre accord, et sans même vous en informer. C'est totalement contraire au RGPD, mais juridiquement légal, y compris pour les professionnels. Concrètement, si les États-Unis demandent les données d'un ministère, d'une mairie ou d'une préfecture hébergées sous pavillon américain, ces entités ne



pourront ni refuser ni être averties. Le problème est d'autant plus majeur qu'en France, près de 90 % des environnements numériques de travail et du stockage des données des entreprises et des administrations publiques dépendent d'un seul acteur : Microsoft.

Chaque solution étrangère a son alternative

Lors d'un événement que nous organisons en fin d'année dernière, et auquel participait le conseiller régional Marc Sztulman, en charge de l'IA et du numérique, ce dernier a notamment rappelé que « celui qui est souverain, c'est celui qui utilise des solutions souveraines ». Il a ensuite complété en précisant que la région Occitanie porte ce sujet et a d'ailleurs lancé un marché global de migration : « On ne veut pas sortir d'Office 365 dans 25 ans, mais maintenant. » Il faut savoir qu'en France, chaque solution étrangère a son alternative française (alternatives-numeriques.fr, european-alternatives.eu ou encore grenouillemoi.fr en sont de bons exemples). Dans le domaine des logiciels collaboratifs, la suite collaborative Hexagone, éditée par Interstis Solutions, est une alternative – 30 % moins chère – aux solutions de Microsoft ou Google. Elle est développée par un consortium d'acteurs français, dirigé par Interstis Solutions, entreprise notamment basée à Montpellier (quartier Cambacérès), mais aussi à Paris, Vertou et au Creusot. D'ores et déjà adoptées, les solutions d'Interstis sont aujourd'hui utilisées par 1 500 structures, représentant 800 000 utilisateurs. Tous ceux qui ont engagé cette démarche prouvent qu'un autre numérique est possible.



Si vous souhaitez plus d'informations, veuillez contacter **Mathieu Candel, responsable communication** :

mathieu.candel@interstis.fr
06 75 28 52 15

Découvrez la suite collaborative Hexagone :
<https://hexagone.io/presse/>